Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19332 - 75ÈME ANNÉE

La délégation de Mayotte défilera derrière le drapeau des Jeux

Jeux des îles : la Charte s'appliquera et tout se passera bien

Contrairement à ce qui s'est passé lors de la précédente édition à La Réunion, la Charte des Jeux des îles s'appliquera à Maurice. Mayotte pourra malgré tout participer car elle a adhéré au CIJ grâce à l'accord de l'Union des Comores. Les conditions de cette participation sont écrites noir sur blanc dans la Charte des Jeux adoptée par l'unanimité des représentants du monde sportif de notre région : « en toute occasion et cérémonie nécessitant l'utilisation d'un drapeau, elle (Mayotte – NDLR) utilisera celui des Jeux et n'arborera aucun symbole de l'État français (hymne et drapeau) ». Ce respect du règlement permettra d'éviter de transformer cette fête de la jeunesse en catastrophe comme en 2015, quand le gouvernement français voulut faire des Jeux des îles une tribune politique pour justifier le maintien de son administration à Mayotte.

En 2015, le gouvernement français a voulu politiser les Jeux des îles organisés à La Réunion en soutenant le non-respect de la Charte des Jeux unanimement adoptée par les personnes concernées.

Ce coup de force était préparé de longue date. Lors d'une visite à Mayotte quelques semaines avant les Jeux des îles, Manuel Valls, Premier ministre, avait assuré que les Mahorais allaient défiler derrière le drapeau de

son pays, car toutes les voix sont bonnes à prendre dans la perspective d'élections futures. Puis le jour de la cérémonie d'ouverture marquée par la présence du ministre français des Sports, Patrick Kanner, ce fut la catastrophe. Devant les gradins bien peu remplis du stade de Saint-Paul, le gouvernement français et des élus de La Réunion complices ont applaudi le défilé de la délégation de Mayotte derrière le drapeau français et sous la bannière d'un État imaginaire : France Océan Indien !

Quand la France gâche la fête

Cette attaque sans précédent contre le monde sportif de l'océan Indien a débouché logiquement sur la décision de la délégation de l'Union des Comores de quitter les Jeux sur le champ. Déjà la France avait sannoncé la planche en faisant des difficultés pour délivrer les visas nécessaires aux Comoriens pour fouler le sol de La Réunion. Mais cet affront public a été le point de départ d'un immense gâchis donnant une bien piètre image de La Réunion chez nos voisins, et faisant des 9e Jeux des îles ceux qui furent les plus chaotiques jamais tenus.

Pour ne pas que les autres délégations emboîtent le pas à celle des Comores, une cote mal

taillée a été trouvée afin qu'en cas de victoire mahoraise, l'hymne de la France ne soit pas joué : c'était l'interdiction des hymnes nationaux sur les podiums. Et quand une officielle de La Réunion retira brutalement des mains d'une athlète malgache son drapeau national lors d'une cérémonie de remise de médaille, la présidence de la République de Madagascar annonça le retrait de sa délégation avant de se raviser quelques heures plus tard. Mais il y avait encore des élus qui protestaient contre le fait que les victoires mahoraises n'étaient pas célébrées au son de l'hymne de la France.

Quelques semaines plus tard, Madagascar accueillait les Jeux des îles de la jeunesse. Contrairement à ce qui s'était passé à La Réunion, les Mahorais ont défilé derrière le drapeau des Jeux. La réussite de cet événement a été salué, car aucun nuage n'est venu obscurcir cette fête de la jeunesse.

Le respect du consensus

Cette semaine, les 10e Jeux des îles s'ouvriront à Maurice. Certains à Mayotte et à La Réunion protestent contre l'application de la Charte des Jeux, et ils voudraient que Mayotte défile derrière le drapeau

bleu-blanc-rouge. Ils estiment que la raison de la catastrophe de 2015 n'est pas le coup de force du gouvernement français, mais la décision d'interdire les hymnes nationaux sur les podiums.

Fort heureusement à Maurice, la Charte des Jeux sera respectée. Rappelons que la participation de Mayotte est le résultat d'un consensus entre tous les représentants du monde sportif de notre région. Puisque les Mahorais veulent participer aux Jeux en délégation à part entière, alors l'Union des Comores a accepté un compromis calqué sur ce qui existe aux Jeux olympiques pour permettre aux Mahorais d'exaucer leur vœu. Mayotte étant un territoire faisant l'objet d'un différend entre deux États, alors la délégation de Mayotte doit défiler derrière le drapeau des Jeux et c'est l'hymne des Jeux qui est joué en cas de victoire mahoraise. Concernant Mayotte, la Charte des Jeux stipule qu'« en toute occasion et cérémonie nécessitant l'utilisation d'un drapeau, elle utilisera celui des Jeux et n'arborera aucun symbole de l'État français (hymne et drapeau) ».

Contrairement à La Réunion, la France ne peut imposer sa volonté à Maurice sur ce point. Cela veut donc dire que la Charte des jeux ne sera pas piétinée. Par conséquent, le règlement s'appliquera, et tout se passera bien pour ces 10e Jeux des îles de l'océan Indien.

M.M.

Si un Français sur trois quittait l'école sans diplôme, la France ne reformerait-elle pas son système éducatif ?

Éducation : les Réunionnais pas considérés comme des citoyens à part entière

Une étude publiée jeudi dernier indique qu'un Réunionnais sur trois quitte l'école sans diplôme. Si en France, un tiers des jeunes était dans cette situation, des mesures sans doute seraient prises pour changer le système responsable de ce résultat. En effet, qui pourrait tolérer que 240.000 jeunes sortiraient sans diplôme de l'école ? Mais à La Réunion, une telle information ne suscite pas vraiment de vagues, est-ce à dire qu'un tiers de Réunionnais sans diplôme est une réussite de l'intégration à la France ?

Un tiers des Réunionnais quittent l'école sans diplôme. C'est une des conclusions d'une étude sur l'évolution de la population scolaire publiée par l'INSEE jeudi dernier. Dans une étude précédente, l'INSEE avait indiqué que plus le niveau de diplôme est élevé, moins le taux de chômage est important. Sachant que le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans sortis de l'école est supérieur à 50 %, ce taux est donc supérieur pour les jeunes en échec scolaire. Cela veut dire que l'absence de diplôme après au moins 10 ans passés dans l'Éducation nationale est un passeport pour la précarité à vie.

Rapporté à la situation démographique de La Réunion, cette situation signifie que dès le départ, l'avenir de 4.000 Réunionnais qui naissent chaque année est compromis.

Si cette proportion est rapportée à

la France, sur 719000 naissances en 2018, ce serait 240000 jeunes qui sortirait de l'école sans diplôme si le nombre des nouveaux-nés était stable.

Il est aisé d'imaginer qu'au bout de 10 ans, cela ferait près de 2,5 millions de Français sortis de l'école sans diplôme.

Nul doute qu'en France, une telle situation entraînerait une sérieuse remise en question du système éducatif. Un grand débat ne pourrait être évité, et des mesures de fond seraient prises pour corriger la situation.

Mais à La Réunion, force est de constater que la révélation de ce chiffre d'un Réunionnais sur trois sorti de l'école sans diplôme n'a pas fait de vague. Aucune remise en cause du système éducatif en place à La Réunion est à l'ordre du jour. Comment expliquer un tel comportement ? Est-ce à dire qu'un tiers de Réunionnais sans diplôme est une réussite de l'intégration à la France ? N'est-ce pas un moyen de continuer à utiliser l'alibi selon lequel il est nécessaire de faire venir d'ailleurs des compétences pour occuper des postes à responsabilité ?

M.M.

Le secrétaire général de l'ONU à la rencontre des victimes des cyclones Idai et Kenneth

Mozambique : « démonstration claire du changement climatique »

António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a visité le Mozambique la semaine dernière. Ce pays a été touché par le passage successif de deux cyclones dévastateur. Le premier, Idai, est considéré comme le plus violent ayant traversé l'Afrique australe depuis des décennies.

António Guterres est arrivé vendredi à Beira. Dans la deuxième ville du Mozambique, le chef de l'ONU s'est rendu à « l'Ecole du 25 juin ». Dans cet établissement scolaire, il a entendu les témoignages des élèves sur l'impact de la cyclone Idai qui s'est abattu sur Beira il y a quatre mois.

Frederico Francisco, directeur de l'école, a montré au chef de l'ONU, les dégâts du cyclone qui ont dévasté la plupart des salles de classe. Idai est considéré comme le cyclone le plus violent ayant traversé l'Afrique australe depuis des décennies.

Sur place, le Secrétaire général a parcouru plusieurs salles de classe, demandant aux enfants à quoi ressemblait le cyclone et ce qu'il avait fait dans son école.

« Combien d'entre vous ont vu leur maison détruite ? », a demandé M. Guterres. Dans les salles de classes, presque tous les élèves ont levé la main.

António Guterres a promis aux enfants que leur école sera re-

construite et les encouragé à poursuivre leurs études.

« Notre obligation est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider, en particulier les personnes les plus vulnérables, qui ont le plus souffert de cette tragédie », a déclaré le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général s'est ensuite rendu au camp de Mutua, qui accueille des centaines de milliers de familles déplacées par la catastrophe.

S'adressant aux journalistes pendant le vol qui l'amenait de Mapu-

to a Beira, António Guterres a déclaré que même si le Mozambique n'est plus, aujourd'hui, « au pic de la crise » causée par les deux cyclones, la situation actuelle souligne toujours « la gravité du problème et la nécessité de l'aide internationale ».

Selon le chef de l'ONU, les deux cyclones qui ont frappé le Mozambique en l'espace de six semaines sont « une démonstration claire de ce que produit le changement climatique ».

Décès de Jacques Arthemise : condoléances du PCR

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de Jacques Arthemise. Il était un militant communiste autonomiste réunionnais. Il a été de tous les combats pour le respect du peuple réunionnais. Il a subi la répression ce qui ne l'a pas fait reculer dans son action et ses combats.

En plus de son action militante, Jacques Arthemise était un chef d'entreprise et un artisan de grand talent dont la réputation dépassait le cadre de la Rivière Saint-Louis.

Le Parti communiste réunionnais a rendu hommage à sa famille par la présence de nombreux militants le jour de ses obsèques. Elie Hoarau, président du PCR, s'est rendu à son domicile pour présenter à son épouse et ses enfants les condoléances de tout le parti.

Fait au Port, ce lundi 15 juillet 2019

**Pour le PCR,
le secrétaire général,
Maurice Gironcel**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Boksèr péi ! Boksèr péi ! Kansa boksèr rényoné ?

Mésyé, Médam, la sosyété, zot i koné dann in domi-somenn zé dé zil i doi komansé-sète la mi pé apèl ali in zé réaksyonèr pars si li lété pa, La Frans noré pa mète son poi dann la balans... Pètète san k'è i vé réèlman, pou fé kapote lo total kapital konm èl la fé kan lo zé la éspass La Rényon dsi la késtyonn drapo blé-blanc-rouz, dsi la késtyon alon zanfàn la patri. Lo mèm koz i donn touzour lo mèm zéfé.

Nou la fine anparl de sa é nou néna lo tan pou anparl ankòr dsi sète afèr-la.

An touléka, tout bann délégasyon l'aprè prépar azot pou kroiz lo fèr rant frèr. Rant frèr ? Moin la pa sir lo santiman fratèrnèl sar lo santiman lo pli for nou va oir ladan. Pars i di léspor sé in lokazyon ranfors lo gati d'amityé rant bann pèp, moin lé pa sir sar lo ka so foi isi, konm té pa lo ka néna katran kan bann zé la éspas La Rényon. Zot i pans réèlman bann frèr komor la sort ladan ankòr pli fratèrnèl par raport bann frèr maoré, sansa bann frèr morisien, épi bann frèr rényoné épi lé zot bien antandi ? Si oui, ébin moin pèrsonèl mi pans pa konmsa san pour san.

In pti détaye vokabilèr i sort fé tik amoin onzèr la dann télé. L'avé in sékans dsi la dékélégasyon la boks é lo prézantatris la parl la délégasyon boksèr péi. Boksèr péi ? El la pa parl boksèr rényoné pars lété pa marké dsi son pronptèr. El la parl boksèr péi. Kosa i lé sa ? Sépa si noré parl konmsa pou bann boksèr morisien, séséloi épi d'ot ankòr. Talèr va parl la délégasyon péi pou nou, pou bann rényoné, alé oir lé zot néna in délégasyon nasyonàl : nasyonàl ? Sa i rolèv in pé lo bann ga ! Péi, sa i abès anou in pé mi pans.

Zot va dir amoin pou kosa alé rode lo pou avèk lo lant dann la tête la poin shiové ? Pars sé konmsa mi san lé shoz é pars sé konmsa lo vokabilèr i abiy la réalité. Péi ! Péi ! Kansa v'apèl anou rényoné ? Rényoné sa i va amoin bien sa. Péi ? I va pa moin dann in ka konmsa !

Nb - Goyav de Frans i sharj a kass la bransh. Goyav de frans ? Syndrome goyav de Frans ! Kansa va fini in pé avèk sa.

Justin